

INTERNATIONAL

# L'Europe face à l'Iran : l'illusion dangereuse de la retenue



**Dr. Anne-Sophie Sebban-Bécache**

VP Europe, AJC

L'offensive conjointe des États-Unis et d'Israël contre les capacités nucléaires, balistiques et terroristes du régime iranien met une fois encore en lumière l'incapacité de l'Union européenne à adopter une position stratégique claire face aux bouleversements du Moyen-Orient. Alors que Washington et Jérusalem frappaient des sites iraniens, l'UE s'est cantonnée aux appels rituels à la « retenue » et à la « désescalade », révélant une politique étrangère devenue essentiellement morale, faute de vision. Depuis plus de vingt ans, l'Europe mise presque exclusivement sur la diplomatie, accompagnée de cycles de sanctions, dans l'espoir que Téhéran modère son comportement. Certains États, comme la France ou l'Allemagne au sein du E3 (France, Allemagne, Royaume-Uni), ont fait preuve de fermeté sur le nucléaire, mais sans inscrire cette position dans une stratégie

régionale de long terme. Cela aurait supposé de reconnaître l'importance des « accords d'Abraham », de sortir d'une lecture dépassée du conflit israélo-palestinien et d'envisager l'effondrement possible du régime iranien sous la pression combinée des démocraties occidentales et d'une société civile tournée vers la liberté. À la place, une *realpolitik* défaitiste s'est installée : pour préserver des canaux de discussion jugés indispensables, les capitales européennes ont longtemps évité de nommer la réalité. Jusqu'à la désignation tardive des Gardiens

« accords d'Abraham ». La riposte iranienne à l'opération américano-israélienne d'aujourd'hui, frappant huit États du Moyen-Orient et même Chypre, membre de l'UE, aurait dû sceller pour de bon une nouvelle lecture européenne du principal facteur d'instabilité dans la région : la « mollarchie » et ses proxies. Or la prudence européenne observée depuis le début du conflit coûte cher : en restant en marge, l'UE se marginalise dans les décisions qui redessinent le Moyen-Orient et impactent directement sa sécurité. Certains pas ont été franchis, comme la

iraniens constituent une menace directe en Europe. Sans intervenir militairement, l'UE doit protéger ses citoyens : démanteler les réseaux, expulser les agents, couper les soutiens financiers du Hezbollah, du Hamas et des Gardiens de la révolution. Les effets du conflit se font déjà sentir : explosion près d'une synagogue en Belgique, attaque à Oslo, arrestation à Chypre d'un individu lié au Hamas et préparant des attentats en Europe. Comme nous en avons réitéré la demande à Bruxelles et dans les capitales européennes

**Une *realpolitik* défaitiste s'est installée : pour préserver des canaux de discussion jugés indispensables, les capitales européennes ont longtemps évité de nommer la réalité**

de la révolution, celle partielle du Hezbollah, ces derniers étaient traités comme des acteurs politiques, alors qu'ils opèrent comme organisations terroristes menaçant directement la sécurité européenne. Cette posture repose sur une approche fataliste de leur permanence et mine l'objectif proclamé de stabilité régionale. La guerre déclenchée par l'Iran après le 7-October 2023 aurait pourtant dû provoquer un choc stratégique majeur. L'attaque du Hamas, proxy de Téhéran, visait précisément à interrompre l'intégration régionale née des

récente désignation des Gardiens de la révolution, mais ils doivent être suivis d'actions plus ambitieuses, notamment en encourageant les partenaires européens, à commencer par le Royaume-Uni, à s'aligner. L'attaque du Hezbollah contre Chypre devrait conduire l'UE à mettre fin à la fiction d'une distinction entre « branche politique » et « branche armée ». L'organisation agit comme un tout et doit être sanctionnée dans son intégralité. De même, les sanctions contre Téhéran doivent encore être renforcées. Enfin, les proxies

depuis l'attaque meurtrière et antisémite de Sydney, l'UE doit soutenir davantage les États membres dans la protection des communautés les plus ciblées, à commencer par les communautés juives. Il ne s'agit pas pour l'Europe d'abandonner la diplomatie, mais d'assumer les responsabilités d'une puissance politique. Face à un régime qui ne cède qu'au rapport de force, la crédibilité européenne au Moyen-Orient, vis-à-vis de ses alliés, dépend du plein usage des leviers dont elle dispose, politiques, juridiques et économiques. ■

# Judaïsme dans la cité



**Yona Ghertman**  
Rabbin spécialisé dans les conversions

## « Le bon parmi les médecins » : réflexion sur l'« aide à mourir »

Le 25 février 2026, l'Assemblée nationale a adopté en deuxième lecture la proposition de loi sur l'« aide à mourir ». La loi n'est pas encore entrée en vigueur, car elle doit encore passer par un nouvel examen du Sénat. Cependant, c'est pour nous l'occasion de réfléchir à cette question à la lumière de nos sources. La vie est sacrée dans le judaïsme, et il est formellement interdit de provoquer activement la mort d'un malade, même agonisant (Shoul'han 'Aroukh YD 339, 1). L'idée de ce billet n'est donc pas de débattre sur ce point, mais de proposer une réflexion sur les motivations de cette loi. Le Talmud propose un enseignement étonnant et subversif : « *le bon parmi les médecins [ira] au guéhinam* » (Kiddouchin 82a ; le « guéhinam » désignant une forme d'« enfer » dans la tradition juive). Pourtant, un regard rapide sur la médecine montre qu'il n'y a aucun problème à être médecin, et que de nombreux rabbins – dont Maïmonide – exerçaient cette profession. Dès lors, que veut signifier ce passage ? J'ai récemment entendu une explication intéressante au nom du Rav S. Elyahou : parfois, le médecin est tellement « bon », non pas sur le plan professionnel mais plutôt sur le plan humain, qu'il pourrait préférer raccourcir les souffrances de son patient d'une manière active, pensant agir pour son bien. Telle est l'idée : la volonté affichée de la proposition de loi est de réduire les souffrances des personnes en fin de vie. Outre les problématiques sérieuses concernant l'appréciation subjective de la « fin de vie », l'enjeu est la compréhension de ce qu'on appelle la « bonté ». En voulant tellement protéger l'humain, on en viendrait paradoxalement à lui ôter ses dernières chances – même minimales – de survie, et donc tout simplement à lui ôter la vie au prétexte de mettre fin à ses souffrances. ■



# ABONNEZ-VOUS

sur notre site

[WWW.ACTUJ.COM](http://WWW.ACTUJ.COM)